

614/2.

CONVENTION SNS / CREA

EQUIPE TECHNOLOGIE /

NOTE SUR LES STRATEGIES
ETATIQUES DANS LA SIDEBURGIE

NOTE DEFINITIVE

CENTRE DE RECHERCHES EN ECONOMIE APPLIQUEE C.R.E.A
DOCUMENTATION
DATE D'ENTREE <u>24/11/78</u>
N° D'ORDRE <u>1375</u>

M. KECHIDI /

OCTOBRE 1978/

P L A N /

-INTRODUCTION /

. MANIFESTATIONS DE LA CRISE

. LES INTERVENTIONS ETATIQUES :

-A) STRATEGIES PORTANT SUR LES CONDITIONS DE
LA CONCURRENCE ;

-B) STRATEGIES PORTANT SUR LES CONDITIONS DE
LA PRODUCTION.

. CONCLUSION.

INTRODUCTION

La crise de l'économie capitaliste en tant que rupture dans le fonctionnement du système est un constat d'échec des formes de régulation et d'organisation de l'économie.

De ce point de vue la grande crise de 1929 en inaugurant une intervention plus structurelle des Etats est une remise en cause de la régulation par les simples " lois du marché ".

Depuis la crise de 1929 l'Etat capitaliste intervient de plus en plus au niveau des conditions internes du processus productif. Son rôle n'est plus d'une simple organisation des conditions externes de la reproduction du capital.

Avec l'approfondissement de la division internationale du travail et l'émergence plus importante des firmes multinationales, l'Etat assure aussi le fonctionnement et la régulation de l'économie capitaliste au niveau mondial.

Au plan national l'aspect principal de l'intervention publique a été l'organisation du système productif notamment dans certaines branches jugées stratégiques. C'est la période de reconstruction des économies affectées par la crise puis la 2ème guerre mondiale.

Cela s'est exprimé aux USA par le " New Deal " après la crise, en France par les nombreuses restructurations de l'appareil productif, avec notamment la nationalisation de près de 2 500 entreprises industrielles et de crédit après la 2^e guerre.

Au Japon, c'est un nouveau " Meiji ", sous la protection des USA auquel nous avons assisté. La crise de 1929 a amené le fascisme en Allemagne avec sa politique de " Construction et de renforcement de l'économie nationale ".

Au niveau international le rôle grandissant des Etats s'est soldé par la prise en charge à partir de 1944 de la gestion des liquidités internationales et des taux de change.

Les accords de Bretton Woods (Juillet 44) en même temps qu'ils affirment le rôle hégémonique des USA, répondent à la nécessité d'assurer les conditions d'un développement organisé des échanges mondiaux.

C'est sous la tutelle de l'Etat que s'est déroulée la période de croissance accélérée des économies capitalistes de 1945 à 1970.

Les années 60 par les nombreux événements qui les marquent (accélération du mouvement d'internationalisation, fin de la période de reconstruction, indépendance des colonies...), marquent un tournant dans les formes et les lieux de l'intervention étatique.

L'aspect principal de ce changement est la mise en place de politiques industrielles étatiques avec comme préoccupation centrale, la consolidation ou la création de positions dominantes sur le marché mondial.

Concrètement il s'est agi de la mise en oeuvre de politiques sectorielles nettement définies et tournées vers la constitution de quelques grandes firmes nationales par branche.

Pour la sidérurgie qui est une branche stratégique et à base nationale les objectifs sont conçus différemment selon la place de la sidérurgie dans le système productif national et la place des différentes firmes nationales dans la hiérarchie mondiale des capitaux dans la branche.

De façon générale, le lieu de l'intervention publique dans la branche a été le renforcement des firmes nationales face à la concurrence internationale. Dès lors, ce seront les fractions de capital dominé qui appellent à un soutien étatique plus massif.

La crise actuelle dans la sidérurgie met en relief cette différenciation de l'intervention étatique. Avant de tenter l'identification des stratégies étatiques face à la crise et voir ce qu'elles préparent à plus long terme, il semble utile de faire un bref rappel des manifestations de la crise dans la sidérurgie.

I- Manifestation de la crise dans la sidérurgie.

Il ne s'agit dans cette partie que de localiser au niveau phénoménal les lieux où s'exprime la crise dans la branche. L'exposé de ces lieux ne prétend pas expliquer la nature précise de celle-ci mais il servira à montrer à quelles situations et à quelles exigences doit répondre l'intervention étatique.

Nous présenterons donc brièvement la situation actuelle dans la sidérurgie.

Cette présentation (descriptive) se fera, pour l'essentiel sur la base de la deuxième (2ème) partie du rapport "L' évolution de la sidérurgie mondiale depuis 1960" de Y. JORLIN.

1)-Baisse de la production :

L'impact de la crise générale que traversent actuellement les pays capitalistes développés est reçu différemment dans les branches industrielles. De par la place amont qu'elle occupe dans l'appareil productif la sidérurgie est une branche particulièrement sensible aux fluctuations de l'activité des autres branches.

Ainsi la chute d'activité enregistrée depuis 1973-1974 dans les principales branches consommatrices de produits sidérurgiques (automobiles et autres constructions mécaniques, construction navale, biens d'équipements, BTP, électro-ménager...) a directement entraîné une chute des commandes adressées à la sidérurgie et partout une chute sensible de la production. (Tableaux 23, 24, et 25 des pages 61, 62 et 63 du rapport).

Il est à remarquer que la chute de production affecte différemment les fractions du capital. Cet impact différencié est déterminé par la place respective des firmes nationales dans la hiérarchie mondiale des capitaux.

Les aciers spéciaux semblent accuser une chute de production moins importante : de 12, 8 % pour la C.E.E. alors que la baisse est de 19, 3 % pour l'ensemble de la production d'acier de la C.E.E.

Cela s'explique par la nature dynamique et peu touchée par la crise des branches utilisatrices, et une demande étatique croissante (industrie pétrolière, électro-nucléaire, armement etc...).

La conséquence de la chute de la demande industrielle est la sous-utilisation des capacités productrices (Tableau 27 page 66 du rapport). Si elle est générale pour l'ensemble des pays de l'OCDE, cette sous-utilisation est variable selon les pays.

A ce niveau on peut relever l'importance des coûts de production en fonction du degré d'utilisation des capacités de production.

De ce fait, ce sont les firmes dont le niveau d'utilisation est élevé qui ont de plus faibles coûts de production relativement à celles dont ce niveau est bas.

Cette situation ne manque pas de "jouer" au niveau de la concurrence internationale.

2)- Evolution du marché mondial :

C'est en fait au niveau du commerce mondial de l'acier que s'établit clairement le dynamisme de certains capitaux par rapport à d'autres et donc l'ampleur (différente) de la crise.

Pour la C.E.E. les exportations passaient de 24, 3 M de T en 1974 à 16, 5 en 76 (-32 %) tandis que les importations augmentaient entre 74 et 76 de 4, 2 M de T à 9, 8 (+ 57, 14 %).

Les U.S.A. connaissent une évolution presque similaire à celles de la C.E.E. Après une chute sensible de leurs importations en 1975 par rapport à 1974 (de 14, 4 M de T à 10, 9) celles-ci reprennent en 1976 (14 M de T) (1). La chute des exportations est plus spectaculaire (2).

.5, 3 M de T en 1974
.2, 7 M de T en 1975 (-49 % 75/74)
.2, 4 M de T en 1976 (-54, 7 % 76/74)

Le comportement des exportations japonaises est révélateur de l'offensive nipponne sur le marché mondial.

Le Japon n'important pas, nous relevons l'évolution suivantes des exportations :

.25 M de T en 1973
.33 M de T en 1974
.37 M de T en 1976

(1) -Ce mouvement s'est accentué en 1977-1978. Pour l'année 1977 les importations ont été de 19 M de T soit de + 35 % par rapport à 1976 (Metall Bulletin du 17-2-78).

(2) -Rapportées à la production les exportations US sont marginales (de l'ordre de 4 % en 74). De fait elles sont sans grandes incidences sur la situation financière des firmes.

L'augmentation des importations US et de la plupart des pays Ouest Européens correspond à un accroissement sur ces deux marchés des livraisons japonaises.

Le resserement du marché mondial n'est en fait effectif que pour les sidérurgies les moins performantes (1).

L'incidence de l'ensemble des ces faits sur la rentabilité des firmes sidérurgiques est remarquable. La détérioration du marché communautaire s'accompagne d'une chute des profits. Les bilans financiers de la quasi-totalité des firmes laissant apparaître une baisse très nette des profits pour ces quatre dernières années.

La dégradation de la situation financière est toutefois variable selon les firmes. Aussi ce sont les firmes françaises, britanniques, italiennes et belges qui semblent le plus touchées... A de forte pertes elles cumulent un endettement qui avoisine souvent 100 % du chiffre d'affaire.

Si les firmes allemandes réalisent peu de pertes ou mêmes de petits profits cela pourrait s'expliquer par la structure du capital qui les contrôle (engagement dans l'amont et l'aval de la production, implantations dans d'autres branches ...)

L'absence de pertes dans les firmes US a pour origine la structure du marché américain où elles auraient à maintenir un niveau élevé des prix malgré la concurrence étrangère (1).

(1) -Pour le Japon les développements de la situation durant l'année sont à relier à d'autres problèmes -comportement du yen notamment.

Les rentes technologiques, le développement à grande échelle de la sous-traitance (faiblesse des coûts salariaux) et le maintien des exportations à un niveau élevé, assurent aux sidérurgistes japonais des profits même en période de crise.

Il ressort de ce bref exposé que l'impact de la crise est différentiel selon les sidérurgies nationales. Cette situation entraîne des interventions étatiques nécessairement différentes.

II- Les interventions étatiques.

Sans préjuger de la nature précise de la crise de la sidérurgie, on peut dire que c'est au niveau de la concurrence internationale qu'elle est la plus significative.

C'est donc sur les lieux de la concurrence inter-capitalistes que vont s'articuler les stratégies des firmes et des Etats.

Parce que la compétitivité des firmes sur le marché mondial exprime leurs performances nationales, les stratégies des firmes et des Etats vont porter sur l'amélioration de ces performances.

L'analyse que nous proposons sera conduite autour de deux grands axes :

- Stratégies portant sur les conditions de la concurrence : marchés et prix ;
- Stratégies portant sur les conditions de la production.

Ces deux niveaux de l'intervention publique sont étroitement liés.. Néanmoins, si le premier répond beaucoup plus à des impératifs actuels (situation de crise), le deuxième prépare à long terme une nouvelle configuration de la branche mondiale.

A - Stratégies portant sur les conditions de la concurrence

(Marchés et prix).

Dans les stratégies de crise le marché occupe une place déterminante. C'est à ce stade que s'exprime concrètement et se " joue " la concurrence des producteurs. " La fixation des prix et l'organisation de la concurrence sont les phases ultimes (sphère de la réalisation) des mécanismes amont (sphère de la production). Les affrontements internes sur le marché de l'acier sont le reflet déformé de l'hétérogénéité des conditions de production et de valorisation ".(1)

C'est donc au niveau de l'organisation de la concurrence (et fixation des prix) que s'exprime fortement les pressions des sidérurgies les moins compétitives sur les appareils d'Etat (2). Le but de ces pressions étant de faire prendre en charge par les Etats l'organisation du marché de l'acier. Cette prise en charge s'opère évidemment, en fonction des situations (différentes) des divers marchés.

-
- (1) J. Brode, S. Demilly et Ch. Labruyère "Crise de la sidérurgie et recomposition du procès de travail. L'expérience de la SOIMER p.19 Document Polycopié.
- (2) Il est d'ailleurs significatif qu'en Europe, l'organisation des sidérurgistes européens se soit constituée en pleine crise et sous la pression des producteurs français, belges.

Globalement nous distinguerons deux types de régulation du marché, l'un opérant dans la CEE (plan Davignon), l'autre aux USA (plan Solomon). Si les contenus différents des 2 plans renvoient à des structures de marchés différentes, il nous semble qu'ils poursuivent néanmoins une même finalité " homogénéisation " des conditions de la concurrence.

1 - Le Plan Davignon

Le marché communautaire est caractérisé par :

- l'importance des échanges internes et externes à la branche entre les pays de la CECA (" Internationalisation régionale ").
- l'importance relative des importations dans la consommation de produits sidérurgiques (20% environ pour l'ensemble des pays de la CEE).

C'est donc un marché très perméable. L'incapacité des sidérurgistes (due précisément à l'importance relative des importations) à maintenir face à la concurrence étrangère un certain niveau des prix entraîne une intervention publique qui prend la forme d'une protection institutionnelle des marchés. Il s'agit, à l'extrême, d'un refus de la concurrence étrangère.

De fait les mesures contenues dans le plan Davignon font apparaître la protection du marché européen comme souci premier des Etats (1).

Il s'agit d'organiser les marchés nationaux et communautaire. De ce point de vue il apparait que le plan Davignon contient deux types de mesures.

- a) - Mesures de régulation et d'organisation des marchés nationaux.

Suite à la concurrence, souvent qualifiée de " déloyale ", entre producteurs de la communauté, le plan Davignon contient un certain nombre de règles visant à l'instauration d'une discipline entre les firmes.

Principalement il s'agit d'adapter les livraisons de produits sidérurgiques à la demande locale et de faire respecter le niveau des prix.

Le 1er objectif est atteint par le contingentement des livraisons des firmes sur leurs marchés nationaux. Ainsi pour les 4 premiers mois de l'année 77 nous avons une réduction de la production par pays de la CEE comme suit (2):

- Luxembourg	- 9%
- R.F.A.	- 8%
- Pays Bas	- 7,5%
- Belgique	- 6%
- Grande Bretagne	- 5,8%

(1) M. Monory, ministre français, à propos du plan Davignon, "Je crois que nous avons maintenant l'arsenal de mesures pour endiguer les importations et éviter le naufrage de notre industrie ". (L'Usine Nouvelle 5.01.78).

(2) Le Monde Diplomatique, Juin 1977

L'Italie et le Danemark ayant augmenté leur production respectivement de 10% et 12%. La France l'ayant maintenue.

Le contingentement touche surtout les produits longs, secteur particulièrement affecté par les livraisons des " Bresciani ".

Après des négociations pour le moins difficiles un accord est intervenu entre la commission de Bruxelles et les producteurs de Brescia limitant leurs livraisons à 44.000 t de ronds à béton (ce qui représente 20% des marchés Allemand, Français et Belge °. En retour les " Bresciani " s'engagent à respecter les prix fixés par la Commission pour les ronds à béton (198 pour les lisses et 205 pour les créneles).

Concernant les prix la CECA a instauré des prix d'orientation (non obligatoires) pour 5 produits.

- Toles fines à froid.....	200 UC /t
- Tôles quarts	140 "
- Aciers marchands.....	225 "
- Poutrelles	230 "
- Fil machine	245 " (1)

La majoration pour l'année 78 a été fixée à 15%

(1) Le Monde Diplomatique, Juin 77

b) Mesures de régulation et d'organisation du marché communautaire

Les mesures en cours donnent lieu à une organisation institutionnelle de la concurrence. En effet la CECA, en plus de l'instauration de licence d'importation pour les produits hors CEE, a établi des prix de référence à l'entrée du marché communautaire.

Toute importation qui se situerait au dessous de ces prix sera frappée d'une taxe compensatoire. Cette mesure vise à homogénéiser les conditions de concurrence au niveau des prix et à freiner les importations en provenance de pays tiers.

Cependant la CECA a suspendu la procédure anti-dumping après la signature d'accords avec certains pays (1) portant sur la limitation des importations.

Les sidérurgistes les moins compétitifs appellent à des mesures encore plus radicales, à la constitution d'un véritable " cordon sanitaire " autour du marché communautaire avec déclaration de " l'état de crise manifeste " dans la sidérurgie.

Ils jugent sans incidence décisive les recommandations de la commission de Bruxelles et demandent des mesures plus fermes visant essentiellement à fermer le marché communautaire aux productions du Japon, de l'Espagne et des pays socialistes.

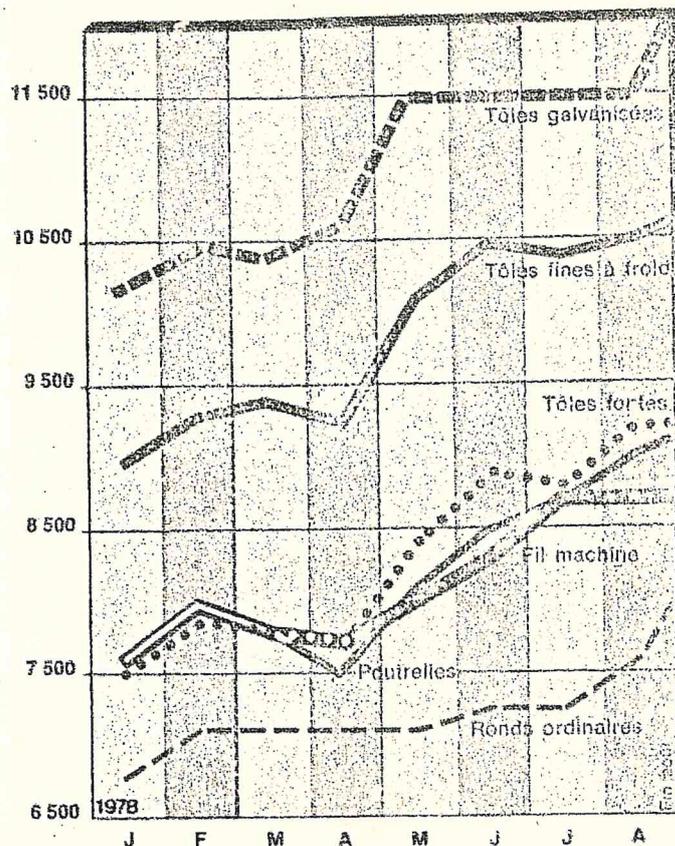
C'est dans ce sens qu'il est possible d'interpréter ces revendications comme un refus de la concurrence étrangère de la part des sidérurgies les moins compétitives.

(1) Suède, Portugal, Suisse, Finlande, Norvège, Espagne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Australie, Japon et Afrique du Sud. Des accords de ce type sont sur le point d'aboutir avec la Bulgarie, la Pologne, la Roumanie, la Corée du Sud et le Brésil.

Jusqu'à maintenant on peut dire que l'impact du plan Davignon, sur le comportement des prix sur le marché de l'acier a été réel. Le tableau qui suit montre en effet une meilleure tenue des prix durant l'année 1978 par rapport à 1976 ou 1977 :

PRIX DES ACIERS A LA GRANDE EXPORTATION

(Prix en milieu du mois, en F. B. par tonne, FOB Anvers)



Source : Usine Nouvelle du 14.9.78

A cette amélioration du marché on peut globalement déceler 3 raisons :

- 1°) Les sanctions très sévères appliquées par la Commission de Bruxelles aux contravenants au dispositif mis en place.
- 2°) Le comportement des grandes monnaies internationales sur le marché des changes.
Les différentes fluctuations monétaires se sont soldées par une forte réappréciation du Yen par rapport au \$ ce qui a révalorisé les prix " gachettes " aux U.S.A.
Du côté des produits longs la réappréciation de la lire s'est soldée par de meilleurs prix aux US qu'en Europe. Ceci a quelque peu réduit la pression des producteurs italiens sur les marchés européens.
- 3°) L'accroissement des prix japonais induite par la chute de l'utilisation des capacités de production. Son ampleur peut être appréciée à travers le passage du prix de la tonne métrique de 299,6 \$ il y a un an à 406 \$ en Juillet 1978 (1). De fait les importateurs de produits pour le bâtiment s'adressent de plus en plus à l'Europe qu'au Japon.

(1) L'usine nouvelle du 14 Septembre 1978

2 - LE PLAN SOLOMON

La sidérurgie US doit répondre à un double problème d'une part il s'agit de moderniser une structure de production désuète à 20% et d'autre part de maintenir un niveau élevé des prix.

Cette deuxième exigence est atteinte à travers une politique protectionniste qui d'ailleurs est fort ancienne au USA. En effet le " Trade Expansion Act " et " l'Anti-Dumping Act " principales lois protectionnistes datent de 1921.

Ces lois ont été successivement complétées en 1968 par le " Voluntary Restraint Agreement " (accord de limitation des importations japonaises et Ouest-européennes), et en Décembre 1974, par le " Trade Reform Act ".

Cette dernière loi prévoit une aide aux industries défavorisées du fait de l'accroissement des importations.

C'est sur cette loi que prend appui le dispositif protectionniste mis en place dans le cadre du plan Solomon.

Comme il a été déjà signalé le marché US se caractérise par la faiblesse relative des importations dans la consommation sidérurgique totale ; il s'agit alors d'un marché très peu influencé par le marché mondial. Cette structure de marché a toujours permis aux sidérurgistes US de maintenir un niveau élevé des prix par rapport aux cours mondiaux.

Aussi en période de crise la préoccupation première des producteurs est de défendre le niveau élevé des prix des influences de productions importées. C'est dans ce sens qu'ils revendiquent le contingentement de la production.

Selon une étude (1) entre Janvier 1960 et Décembre 1968 période de forte importation aux USA, l'indice composite des prix de l'acier a augmenté de 4,1pt, tandis qu'entre Janvier 1969 et Décembre 1972, période d'application de l'accord de limitation des importations, l'indice des prix a augmenté de 26,7 points.

Ceci explique la position initiale de l'administration US refusant le contingentement des importations afin d'éviter une forte poussée des prix sur le marché américain.

Suite aux pressions des firmes sur l'administration US, le plan Solomon tout en ne recourant pas à la limitation des importations donne des garanties aux firmes quant au maintien du niveau des prix de l'acier.

Le dispositif de protection mis en place a pour base le " Trigger price system " (Système de prix " gachette ").

Les prix " gachettes " consistent en une agrégation des coûts de productions japonais cumulés avec les frais de transport, l'assurance, l'intérêt et les frais de manutention. Les coûts de productions japonais incluent bien entendu une marge de profit et des charges financières. Le transport maritime est calculé pour quatre grandes régions importatrices : les Grands Lacs, la côte Est, la côte Ouest et le Golf.

Les prix " gachettes " s'appliquent à la plupart des produits importés aux USA (32 produits) et ont été repertoriés par l'American Iron and Steel (AISI). Ils ont été publiés pour la première fois en Décembre 1977 et seront révisés en fonction des taux de change et des coûts de production.

(1) Cité par Walter Adams et Joel.B.Drillam " Le protectionnisme et l'Industrie sidérurgique des Etats Unis" in Revue d'économie Industrielle n° 1 (37 trimestre 77).

Ainsi à partir du 1er Octobre ils ont été relevés (pour les produits finis) 345 \$/t à 363 \$/t (+ 4,9%) (1) Si l'on ajoute l'augmentation de 5,5% du 1er Juillet 78 ces prix ont augmenté depuis le début de l'année de plus de 10%.

Cette majoration a été rendue nécessaire par la variation du taux de change entre le \$ et le Yen et par la diminution de l'utilisation des capacités de production au Japon (donc augmentation de leurs charges).

Les importations effectuées à des prix inférieurs au prix de référence seront frappées de taxes compensatrices. A cet effet un système de contrôle douanier a été mis en place qui aura aussi pour tâche de superviser les importations afin que les importateurs ne reçoivent pas de produits finis ou semi-ouvrés mais des produits bruts.

L'objectif du plan Solomon est de ramener les importations au niveau juste nécessaire pour compléter le déficit structurel des USA. L'impact de ce plan est du reste très tributaire des prix que fixent les producteurs américains.

Les données disponibles montrent que l'objectif de réduction des importations n'a pas été atteint.

En effet les importations pour les 6 premiers mois de l'année 1978 ont été de 9,4 M de t contre 6,2 pour la même période de 1977 (2)

(1) Métal Bulletin du 25 Juillet 78.

(2) Métal Bulletin du 30 Juin 1978

Il est à remarquer que ce sont les importations en provenance de la CEE qui ont le plus progressé (comparées à celles du Japon). Ainsi nous avons l'évolution suivante :

	Mai 77	Mai 78	Juil 77	Juil 78
C E E	617.000	476.000	432.583	748.35
Autres régions	I.817.390	I.511.255	I.359.820	I.784.817

Source : Métal Bulletin n°s du 30 Juin et du 1er Septembre 1978.

Au regard de l'évolution des importations US ces derniers mois on admet généralement que celles-ci seraient de 16 M de t pour l'année 78 alors que le gouvernement espérait un niveau de 14 M de t avec l'application du " Tigger price système ".

Par ailleurs le plan d'aide à la sidérurgie prévoit une serie de mesures favorables aux firmes telles que réduction des délais de dépréciations des installations, crédits pour firmes en difficultés (1), prise en charge d'une partie des indemnités de chômage, assouplissement de la réglementation anti-pollution ...

(1) Phoenix steel, Georgetown Steel Corps. et Wisconsin Steel ont bénéficiée dans ce cadre de prêts garantis de 55 M de \$, 75 M de \$ et 21,3 M de \$. Ces prêts concernent tous la modernisation d'installations existantes. Il est à signaler que les deux premières compagnies citées sont controlées par des groupes non américains. La 1ère par Creusot-Loire (France), la 2ème par Korf Industries Inc (RFA) (Métal Bulletin du 25 Juillet 78).

B/ Stratégies portant sur les conditions de la production

La crise dans la sidérurgie a entraîné la mise en place de vastes plans de modernisation et de restructuration de l'appareil productif. En règle générale ces plans ont bénéficié d'un soutien massif des Etats.

Parce que la crise est d'abord ressentie comme " Crise de la concurrence " au niveau mondial ces plans s'attachent à l'amélioration des performances des appareils sidérurgiques avec une tendance très nette au développement de la coulée continue.

Selon le Times (1), la productivité dans les principaux pays producteurs s'établit comme suit pour l'année 1976.

- JAPON	:	372	tonnes d'acier	par ouvrier	et par an
- U.S.A.	:	274	"	"	"
- PAYS BAS	:	243	"	"	"
- ITALIE	:	232	"	"	"
- R.F.A.	:	225	"	"	"
- FRANCE	:	164	"	"	"
- G.B.	:	131	"	"	"

(1) Cité par J.Broda op cit p 5

Partant de ces disparités nationales de la productivité du travail, on peut dire que l'aspect principal des plans mis en oeuvre par les sidérurgies les moins productives est l'accroissement de la productivité du travail.

Cet objectif peut être atteint à travers :

-L'abandon des installations à faible productivité et dont l'acier est produit à coûts élevés (1). Ceci, équivaut aussi à une contraction des capacités de production en vue de l'adaptation de l'offre et de la demande d'acier ;

-L'investissement de modernisation (pour remplacer des capacités disuétées) ou l'investissement nouveau (assez rare en fait).

C'est à ce niveau qu'apparaît le plus l'intervention étatique qui dans ce cas revêt la forme d'aides financières pour la réalisation des plans de restructuration-modernisation. Nous nous proposons de saisir cette intervention au niveau de l'activité globale de la CECA avant de présenter des monographies sur l'Espagne, l'Italie et la France. Le choix de ces pays repose pour le dernier sur les développements récents dans le secteur et pour les deux premiers sur le fait que ce sont des pays à sidérurgie relativement récente et fortement contrôlée par l'Etat.

(1) -Selon un comité spécial de la chambre des communes (chargé d'étudier la situation de BSC), le rendement de certaines installations atteint 10 à 12 % celui des usines japonaises (Le Monde du 18 Janvier 1978).

LA CECA

La Commission de Bruxelles a préparé les propositions de restructuration de la sidérurgie européenne sur la base de diverses hypothèses sur l'évolution de la consommation et de la production d'acier (1).

1) Hypothèse faible :

1980	:	133,0 M de t
1985	:	150,3 M de t
1990	:	167,5 M de t

2) Hypothèse forte :

1980	:	138,83M de t
1985	:	156,2 M de t
1990	:	174,3 M de t

3) Production de produits finis

1980	:	145,0 M de t
1985	:	167,3 M de t
1990	:	179,5 M de t

(1) Métal Bulletin du 5 Mai 78

Concernant l'acier produit à coulée continue la Commission prévoit l'évolution suivante :

(1977	:	48,3 M de t)
1980	:	61,1 M de t,
1985	:	80,0 M de t
1990	:	95,0 M de t

Se basant sur ces proportions l'essentiel des propositions de restructuration concernent la contraction des capacités de production et le développement de l'investissement dans les filières de haute productivité notamment la coulée continue.

Un bref inventaire des crédits octroyés par la Commission de Bruxelles aux firmes européennes permet de faire les deux remarques suivantes :

1°) - Au niveau de la nature des prêts nous pouvons distinguer deux catégories :

- Prêts de modernisation
- Prêts pour le financement d'investissements dans l'amont de la production (mines de charbon, de fer)

avec une nette domination de la 1ère catégorie (80 à 90% du total des prêts distribués).

2°) au niveau des destinataires des prêts : les principaux bénéficiaires des prêts sont les firmes anglaise, Françaises et Cockerill (Belgique). Les sidérurgistes de la BSC arrivent en tête : au 1er semestre 76 ils bénéficiaient de près de la moitié du total des prêts accordés par la CECA (1).

Il ressort de cette dernière remarque que se sont (en Europe) les capitaux les plus touchés par la crise qui font le plus appel aux aides gouvernementales pour la réalisation de leurs plans de modernisation.

Pour accroître son aide financière aux plans de restructuration-modernisation la CECA a demandé d'être dotée de moyens financiers plus importants. (Les sommes supplémentaires versées à la CECA proviennent partiellement du produit des droits de douanes sur les importations d'acier provenant de pays tiers).

Pour l'année 1978 le budget de la CECA a été relevé de 23% ce qui le monte à 180 M d' UCE, parmi lesquels l'aide à la reconversion et à l'investissement représente (au poste apparent) plus de 50 M d'uce.

(1) A cet effet il est intéressant de relever une déclaration de M. DIETER SPETHMANN de THYSEN. " Les concurrents qui bénéficient d'injections financières permanentes prennent une drogue. Cela est déloyal, pas seulement en sport ". (reportée par Métal bulletin du 1.9.78 - Traduction libre).

LA PLAN CHARBONNIER DE LA CECA

Suite à la dégradation continue de la situation dans les charbonnages communautaires la CECA a mis en oeuvre un plan de redressement de la situation.

L'objectif premier concernant le charbon est d'accroître le degré auto-suffisance en matières énergétique. L'objectif d'auto-suffisance a été fixé à 60% par la Commission de Bruxelles mais cet objectif est loin d'être atteint. Il a connu l'évolution suivante (1)

1973	37%
1975	38%
1976	45%
1977	44%

Le comité d'étude des producteurs de charbon d'Europe Occidentale (C E P C E O) a maintes fois déploré l'inexistence d'une politique énergétique active face aux graves difficultés de ce secteur avec l'augmentation des importations de houille de pays tiers (surtout de Pologne et des USA).

(1) Le Monde Diplomatique d'Avril 76

Le plan charbonnier proposé par la CECA est le suivant :

- Aide à l'investissement pour encourager la production houillère dans les bassins les plus rentables : Ruhr, Lorraine, Midlands, Yorkshire.
- Amélioration de l'élasticité de l'offre de charbon par constitution et maintien de stocks importants.
- Aide à l'écoulement du charbon-vapeur dans les centrales électriques
- Aide financière pour la couverture des pertes d'exploitation
- Plan de formation des mineurs pour améliorer la productivité du travail.

La CECA inscrit comme point principal dans sa stratégie en matière de charbon l'allègement de sa dépendance énergétique. Elle estime pour cela nécessaire d'investir d'ici à 1985 près de 210 Milliards d'Uce soit près de 25% du produit intérieur annuel des " neuf " (1).

LE PROGRAMME DE RECHERCHE DE LA CECA POUR 1978

Concernant la recherche sidérurgique la CECA a proposé un programme (1) comportant 64 projets (dont 23 déjà approuvé en 1977) dotés d'une aide financière de 16 m d' Uce.

La ventilation financière de ce programme est la suivante :

- Minerai de fer	3,7 %
- Fabrication de l'acier	5,8 %
- Fabrication de la fonte	10,2 %
- Laminage et transformation	14,7%
- Mesures et analyses	20,5 %
- Caractéristiques et comportement en service des aciers	32,1 %

En règle générale la participation de la CECA au financement des projets de recherche auxquels participent les firmes varie entre 50 et 60% du coût total de la recherche.

(1) Revue de Métallurgie - Juillet 78

E S P A G N E

La jeune sidérurgie espagnole, secteur intégré et secteur non intégré, connaît une série de problèmes notamment structureaux qui ont amenés ces derniers mois les pouvoirs publics à procéder à une réorganisation du secteur.

LE SECTEUR NON INTEGRE

En 1974 un programme d'action concertée jusqu'en 1982 a été conclu entre le gouvernement et le secteur sidérurgique non intégré.

Ce programme (1) contenait des dispositions assurant des avantages fiscaux aux firmes, une série de crédits officiels d'une durée de 14 ans avec un intérêt annuel de 6,50% etc... Ce programme engageait les participants à développer la construction d'installations de réduction directe et à utiliser les minerais pré-réduits localement.

Au début de cette année le gouvernement espagnol a été contraint de reconsidérer les dispositions de cette action concertée. Cette remise en cause part de la dégradation du marché intérieur : la consommation d'acier est passée de 11,7 M de tonnes lingots en 1974 à 10,04 en 1976 et pour les 7 premiers mois de 1977 elle a encore regressé de 8% (2)

(1) Revue de métallurgie de Janvier 78

(2) Il faut aussi signaler que près de 50% de la production est exportée.

La révision du programme d'action concertée réduit considérablement l'aide financière de l'Etat ainsi que les avantages prévus.

Déjà en Septembre 1977 les pouvoirs publics ont opéré un sévère resserrement du crédit :

- majoration du taux des crédits officiels (ils passent de 6,5% à 10%) sur les montants non encore versés aux firmes au 31 Octobre 1977.
- maintien des avantages prévus pour les projets très avancés seulement ce qui entrainera le gel ou l'abandon de projets importants.

LES PROJETS RETARDES

- Le projet du groupe Prepelsa à Huelva (installation de réduction directe de 1,3 M de tonne par an) sera gelé pour une période d'au moins deux ans. Ce gel entraine le report d'une installation de bouletage de prepelsa toujours à Huelva (1,5 M de t)

- Siderar va certainement remettre en question 2 projets à Algésiras. Le premier qui est une installation de pré-réduction de 516.000 t/an et le 2ème la construction d'une mini-usine de 850.000 tonnes par an de billettes. Les retards de ces projets vont remettre aussi en question la construction conjointe d'un laminoir par Azma SA et Rico Y Echevarria S.A.

LES PROJETS DONT LA CONSTRUCTION SERA POURSUIVIE :

Il s'agit pour l'essentiel de 2 mini-usines dont la construction est très avancée.

- La mini-usine de la SDEGASA (en Galice) dont la capacité de production est de 300.000 t/an d'acier brut et 225.000 t/an de produits laminés (1). Le démarrage de la production est fixé pour la fin de 1978.

- La mini-usine d'Aceriasa (à Santander) sera achevée avec toutefois une réduction des objectifs initialement prévus qui sont ramenés de 628.000 t/an à 400.000 t/an de billettes (2).

LE SECTEUR INTEGRE

Les Cortes (Parlement espagnol) ont récemment approuvé un projet de loi d'aide à une sidérurgie intégrée en vue de sa restructuration(3). L'aide financière de l'Etat s'élève à 38,580 milliards de pesetas tandis que la participation du secteur privé est de 16,420 milliards de pesetas.

(1) Les biens d'équipement sont fournis par Général Electric Espanola (2 fours électriques de 80 t) et Sidernaaval-Demag (2 installations de coulée continue à billettes et un laminoir).

(2) Les biens d'équipement sont fournis par AEG (2 fours électriques de 100 t) et Sidernaaval-Demag (2 coulées continues à billettes).

(3) Usine nouvelle du 14 Septembre 78.

Le tableau suivant montre la ventilation par entreprise de ce financement (en millions de pesetas).

	Investissements en Capital		C r é d i t	
	Publics	Privés	Publics	Privés
- A H M (2)	4080	7 920	8 000	-
- A H V (2)	-	1 000	4 500	7 500
- ENSIDESA	11000	-	11 000	-
Total	15080	8 920	23 500	7 500

Source : Usine nouvelle n°34
(14 Septembre 1978)

(2) AHM = Altos Hornos del Mediterráneo

AHV = Altos Hornos de Vizcaya

Pour l'année 1978 le total des crédits publics s'élève à 7,832 milliards de pesetas qui se répartissent comme suit :

- Ensidesa	3,666 milliards de Ptas
- AHM	2,666 " "
- AHV	1,500 " "

Pour l'année 1979 il est prévu de distribuer 15,668 milliards de pesetas :

- Ensidesa	7,334 milliards de Ptas
- AHM	5,334 " "
- AHV	3,000 " "

Les milieux sidérurgiques estiment que cette aide ne couvrira que les besoins actuels du secteur (1). Le gouvernement espagnol projette aussi le rachat par la Holding d'Etat (INI) de la participation privé dans AHM (usine de Sagonte).

L'usine de Sagonte (construction à la même période que la SOIMER et l'usine de Torento en Italie) connaît de sérieuses difficultés financières, suite au fléchissement des perspectives de développement du marché des tôles minces (AHM a perdu en 1978 quelques 8 milliards de Ptas)(2).

Concernant Ensidesa le gouvernement a présenté un programme de restructuration qui met l'accent sur l'abandon des installations vétustes, la compression du personnel et l'accroissement de la productivité.

En 1977 et pour la 3^e année consécutive Ensidesa enregistrait un déficit. La perte par tonne d'acier produite était, en 1977, de 2 189 pesetas (3) M. Baranda patron d'Ensidesa explique ce déficit par l'inexistence de lien entre le prix de l'acier et l'implantation. Il ajoute a cela que le maintien d'un niveau d'activité raisonnable a contraint l'entreprise à exporter plus de 25% de sa production malgré des prix sur le marché mondial défavorables et la dévaluation de la pesetas.

(1) Les besoins de financement de AHV est estimé à quelque 13 milliards de Ptas.

(2) Ceci est à relier avec le retrait de l'US Steel (actionnaire à 35%).

(3) Métal Bulletin du 28 Juillet 78 (ainsi que pour les informations qui suivent).

Les objectifs fixés à Ensidesa sont :

- amélioration de ses prix
- accroissement de ses ventes notamment sur le marché national où la concurrence des producteurs d'acier à base de ferraille (plus chère) est vive. Ensidesa se propose de produire pour 1978 5,04 M de t d'acier et de **vendre** pour 96 milliards de pesetas.
- amélioration de ses approvisionnements en matière première

Le programme de développement de l'entreprise prévoit pour 1980 une capacité de production d'acier brut de 5,4 M de t/an provenant essentiellement d'unités LD.

Les projets en cours comportent :

- la modernisation et l'élargissement des batteries à coke n°1 et n°2 et du 2ème haut-fourneau à Aviles, pour atteindre respectivement 506 900 t/an de coke et 931 000 t/an de fonte brute.
- accroissement des capacités de l'usine en semi-continu d'Aviles pour les porter à 1,8 M de t/an.
- construction d'une ligne d'**étamage électrolitique** de 100 000 t/an
- construction à Verina d'une unité de fil machine et d'un four rechauffeur de 40 t pour l'approvisionnement de l'unité en tôles fortes.

Concernant la politique des prix le Ministre de l'industrie espagnole, M. Rodriguez SAHAGUN s'oppose à la suppression de la limitation des prix domestiques avant 1979. Les producteurs quant à eux estiment nécessaire de

revenir à la liberté des prix dans la perspective de l'entrée de l'Espagne dans la CEE.

Toutefois en Juillet dernier les prix domestiques ont été relevés conformément au plan Davignon. Pour toute l'année 1978 l'augmentation des prix est de 21%.

- I T A L I E -
=====

Le marché intérieur italien continue d'être caractérisé par la stagnation de la demande locale.

Pour les quatre premiers mois de 1978, le niveau de la consommation apparente d'acier brut n'a pas progressé par rapport au dernier trimestre de 1977 soit 6, 4 M de T (1).

Néanmoins, le niveau de la production n'a pas particulièrement été affecté pour la crise bien que la sidérurgie italienne fonctionne actuellement au dessous de ses capacités de productions réelles (65 % de taux d'utilisation).

Les importations qui pour les quatre premiers mois de 1977 étaient de l'ordre de 2, 2 M de T sont passées à 1, 5 M de T pour la même période de 1978 (2).

Les exportations ont au contraire connu une évolution inverse : par rapport à Janvier-Avril 1977 elle ont progressé à la même période de 1978 de 10 %.

L'Etat qui contrôle le secteur sidérurgique à 70 % à présenté un plan de restructuration dont le point fort est la recherche de nouvelles formes d'organisation de la production afin de redresser la situation des firmes. Ce plan accorde aussi une grande place au secteur des aciers spéciaux.

Se basant sur une estimation de la consommation de 20,5 M de T en 1978, le plan de réorganisation du secteur établit les projections suivantes (1) :

(1) -Metal bulletin du 28 Juillet 1978.

(2) -Metal bulletin du 4 Aout 1978

- 1980 :: 25 à 16, 9 M de T
- 1985 : 28 à 31, 3 M de T

Nous présentons dans ce qui suit en état général de la firme Italsider (groupe finrider, Holding d'Etat IRI) (1) ainsi que les éléments essentiels de son programme de restructuration.

Italsider /

Evolution de la production :

Le tableau suivant montre que du point de vue du volume de la production Italsider n'a pas été notablement affectée par la crise.

PRODUCTION (en Milliers de Tonnes).	1973	1974	1975	1976	1977
Fonte	8356	10008	9795	10180	9785
Acier brut	9141	10965	10438	10900	10220
Laminés à chaud	7751	8798	7791	8646	8281
Laminés à froid	2105	2116	1812	2059	2045
Bandes étamées (fer-blanc)	192	236	182	149	397
Tôles galvanisées	253	228	174	226	
Tubes soudés de grand diamètre.	658	866	920	999	822

(1)-Cette présentation sera faite sur la base de données recueillies dans la revue de Métallurgie de Juillet 1978.

Evolution des livraisons :

De même que l'ensemble que la sidérurgie italienne Italsider a dû consentir de gros efforts pour l'exportation et ce, malgré un niveau des prix relativement bas sur le marché mondial..

(En 1000 T)

	1973	1974	1975	1976	1977
Expéditions totales (*)	7713	8581	8005	8282	8017
Marché mondial	6483	6950	4917	5828	5252
Exportations	1230	1631	3088	2454	2765

Situation financière :

L'Italsider a connu depuis 1975 des pertes croissantes liées à la détérioration de ses prix. Il est à remarquer l'absence de proportionnalité entre l'évolution de la production et l'évolution des pertes.

	1973	1974	1975	1976	1977
Chiffre d'affaires	1082, 9	1769, 7	1841, 8	2289, 4	2349, 4
Bénéfice net (+) ou perte nette (-)	+ 19, 8	+ 32, 8	- 72,23	-130, 26	- 395, 2

(*) Non compris la fonte, mais y compris les tubes soudés et produits spéciaux.

L'endettement à la fin de 1977 atteignait 4000 milliards de lires qui se répartissent comme suit :

- Dettes à long terme : 2456 Milliards de lires
- Dettes à court terme: 1635 Milliards de lires.

Les charges financières pour 1977 ont représentées 20 % du chiffre d'affaires brut soit 475 milliards de lires. Les dettes d'Italsider vont continuer à accroître notamment par la mise en oeuvre du plan de modernisation.

Les Projets : (1).

-Italsider abandonne le projet de Gira Tamo parcequ'il occasionnerait une perte de 200 000 Lires par an.

-Eloignement des capacités de production du laminoire de Taranto à 320 000 T /an ;

-Modernisation de l'usine de Noir Ligue (coût un milliard de lires) et installation d'une unité de réduction à chaud (coût 1, 5 milliard de lires) ;

-Modernisation de l'unité de Bougnoli qui se chargera d'approvisionner en semi-produits les autres unités (notamment en blooms pour l'acierie de Tineno en Sicile qui les relaminera) ;

-Diminution de la production de fill machine ;

(1) -Recensés dans divers numéros de "Metal Bulletin " de l'année 78.

-Mise en marche d'un four électrique à l'unité Genova-campi (avant la fin de l'année). Ce nouveau four produira une large variété d'acier spéciaux (capacité 250 000 T /An) ;

-Installation d'une coulée continue à Gornigliano à coté de Genova-Campi.

Le coût global de ce programme est estimé par les dirigeants de l'Italsider à 4500 Milliards de lire.

F R A N C E

LE PLAN DE RESTRUCTURATION

LE CONTEXTE

La sidérurgie française a durant plus de 20 ans été soumise au blocage des prix de ses produits. Cette politique enclenchée en 1955 avait pour but de relancer et de développer certains secteurs utilisateurs. De cela les sidérurgistes se sont toujours plaint " le contrôle des prix s'est exercé sur l'acier dans la forme extrême de blocages successifs... Là était l'erreur... dont nous ressentons les effets aujourd'hui (J. FERRY). Le blocage des prix a privé la sidérurgie dans les périodes de haute conjoncture de grandes ressources d'autofinancement ce qui a nécessairement affecté sa situation financière.

A cela s'est ajouté le grand effort d'investissement entrepris après le plan professionnel de 1966. Les différents plans mis en oeuvre en France n'ont jusqu'à présent pas résolu les deux problèmes majeurs de la sidérurgie française à savoir un ratio endettement-chiffre d'affaires important et une productivité médiocre malgré l'un des plus fort effort de modernisation au monde.

La crise, effective en France en 1975, a aggravé une situation précaire malgré le " boom " de 1974. L'effondrement des commandes provenant des secteurs de l'équipement industriel et du bâtiment (70% des débouchés) et la concurrence très vive ont créé un état d'urgence dans le secteur.

LES DISPOSITIONS DU " PLAN DE SAUVETAGE "

Le plan proposé par les pouvoirs publics vise à répondre aux deux problèmes de fond de la sidérurgie française : l'extrême lourdeur des charges financières et la faiblesse de la productivité.

Il se base sur une révision des objectifs du VII^e plan. Ce Plan évaluait pour 1980 les besoins français en acier brut à 34 M de t en hypothèse forte et à 31 M de t en hypothèse faible. Lors de la présentation du " plan de sauvetage "le Ministère de l'Industrie a présenté de nouvelles estimations : 25 M de t en 1983 avec des capacités de production théoriques de 27 M de t contre 31 M actuellement.

Le plan s'applique à 5 sociétés (appartenant à 3 groupes)SACILOR, USINOR, Chatillons-Neuves-Maisons, Sollac (SACILOR) et la Solmer (SACILOR-USINOR) qui totalisent une production en 1977 de 17 M de t avec un chiffre d'affaire de 24,3 milliards de francs.

1°) Allégement des charges financières

L'objectif premier est de diminuer le service de la dette avec un allégement de 50% des échéances annuelles. La dette des 5 entreprises s'élève à 37,7 Milliards de F et se répartit comme suit en milliards de F (1) :

Long terme

a) Prêts sur ressources obligatoires

.Groupement de l'industrie sidérurgique (GIS).....	11,2
.Groupement divers (GIFIAP, GIFOS, GIMAT, etc..).....	0,7
.Emprunts directs des sociétés.....	2,1
.Crédit national et Caisse des dépôts.....	1,5
.CECA et Banque Européenne d'investissements.....	3,1

b) Prêts sur fonds publics.

.FDES.....	9,0
------------	-----

Moyen et Court terme

. Banques.....	9,4
. Divers.....	0,9

Total 37,7

(1) Les informations qui suivent sont tirées de numéros du Monde, notamment celui du 22 Septembre 1978

Concernant le service de la dette qui est de 3,2 Milliards de F il s'agit de le ramener de 13% du chiffre d'affaires à 5% (de 3,2 Milliards à 1,4 Milliards).

Pour la concrétisation de ces objectifs il est prévu :

- a) - la transformation en " prêts participatifs " des prêts obtenus auprès du GIS, des autres groupements, du Crédit national (prêts sur ressources obligatoires) et du FEDES (prêts sur fonds publics)? Cette disposition équivaut à assimiler ces prêts à des fonds propres des sociétés (1).
- b) - la transformation d'une partie des créances des banques (600 millions) en capital et renoncement à 80 millions de F d'intérêts pendant 5 ans.
- c) - La création d'une caisse d'amortissement pour l'acier (CAPA Capital 100 Millions de F souscrits en garanties par l'Etat) pour assurer le remboursement dans les délais convenus (20 ans) des créances des prêts sur ressources obligatoires.

2°) Reconstitution des fonds propres des sociétés

La reconstitution des fonds propres des sociétés se fera par création, par les principaux créanciers des trois sociétés financières pour assurer le contrôle majoritaire (67%) de Usinor, Sacilor et Chatillon-Neuvres-Maisons.

(1) les possibilités réelles de remboursement des " prêts participatifs" sont très faibles surtout si la situation de crise se prolonge avec maintien sur longue durée des prix sur la base du prix de revient en plus bas.

Le capital total de ces trois sociétés financières aura la structure suivante :

- Etat	300 Millions	(15%)
- Caisse de dépôts	600 "	(30%)
- Crédit national	200 "	(10%)
- Banques	600 "	(30%)
- G I S	300 "	(15%)
	<hr/>	
	2 Milliards	100%

Les perspectives tracées à la sidérurgie française après ce "sauvetage financier" s'inscrivent directement dans la lignée des propositions de restructuration à long terme proposées par le plan Davignon.

- Renforcement des capacités de productions dans les produits plats (tôles minces et fortes) de Dunkerque Ebange et Florence (Lorraine) et à FOS (1)
- Réduction des capacités de productions des produits longs (Denain, Valenciennes, Longwy, Lorraine).
- **Concentration** de la production de plusieurs produits identiques sur les outils les plus performants jusqu'à saturation (ex. Les accords entre Creuso-Loire et Ugine-aciers pour fils inoxydables, Usinor et Nevres-Maisons, Sacilor et Métallurgie de Normandie...).
- Amélioration de la productivité particulièrement par les installations de coulée continue.
- Suppression de certaines capacités de productions excédentaires et gel de la construction de certaines installations (Acieries de Neuves-Maisons en Meurthe et Moselle....).
- Suppression de 200.000 emplois (à ajouter aux 16.000 prévues par le plan d'Avril 1977).

(1) Le projet d'extension de FOS va probablement être reculé de 5 ou 7 ans en fonction de l'évolution de la crise.

Longtemps sous le poids de charges financières très lourdes la sidérurgie française va maintenant voir son sort lié à sa compétitivité aux marges de profit qu'elle dégagera. Dans l'immédiat il s'agit pour elle d'améliorer sa productivité et de faire des économies de frais généraux.

III- Conclusion.

La crise de la sidérurgie est d'abord ressentie comme crise de la concurrence inter-capitalistes. En d'autres termes les aspects de compétitivité qu'elle met en avant n'ont de signification qu'au plan de la concurrence mondiale.

Si la crise est regue différemment selon une certaine hiérarchie des capitaux (1) (degré d'intégration, performances des appareils productifs, degré de spécialisation, approvisionnement ...) il apparait dès lors que ce sont les capitaux les moins dynamiques qui mettent en oeuvre des stratégies plus actives. Pour ces capitaux la crise est "l'occasion" d'améliorer leurs places dans la branche mondiale. C'est cet aspect de la sidérurgie que nous avons essayé de montrer tout au long de ce travail.

Dans ce sens, ce n'est par hasard si ce sont les capitaux les moins dynamiques qui réclament et soutiennent des politiques protectionnistes du point de vue de l'organisation de la concurrence et l'aide multiforme de l'Etat, du point de vue de la réorganisation de l'appareil productif.

Les derniers développements dans la sidérurgie française sont à cet égard significatifs du rôle de plus en plus important de l'intervention étatique comme solution durable à la crise dans la sidérurgie. La France rejoint par là des pays à contrôle étatique très fort tels que la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie. Il est du reste probable que la sidérurgie Belge connaîtra le même "sort". Les revues spécialisées rapportent en effet

(1) - Cette hiérarchie des capitaux ne recouvrant pas forcément une hiérarchie de capitaux nationaux.

avec insistance une éventuelle prise de participation importante de l'Etat dans les principales firmes (Cockerill).

Ce rôle grandissant de l'Etat est un résultat logique de l'accentuation de la concurrence inter-capitalistes. Le rôle de l'Etat étant d'organiser la protection du marché national face à la concurrence des capitaux les plus compétitifs.

Néanmoins, les stratégies d'ensemble au niveau de la sidérurgie sont d'emblée des stratégies qui prennent en compte l'espace mondial. Aussi, si historiquement l'évolution des structures productives de la sidérurgie a été déterminée par l'évolution structurelle de la demande interne, il n'en demeure pas moins que celle-ci s'est toujours déroulée dans le cadre de la concurrence internationale et de l'évolution du marché mondial.

Concernant la demande interne si nous considérons la forte orientation de la production sidérurgique, des pays capitalistes avancés vers les produits plats, comme une adaptation à la demande d'industries en pleine expansion (automobile, transport, électro-ménager ...), il faut s'attendre vraisemblablement à une nouvelle adaptation du système productif et de sa structure qualitative, en liaison avec le développement de branches telles que l'informatique, le nucléaire, l'électronique, la pétrochimie ...

Le développement de la production d'aciers spéciaux induit entre autres par l'expansion de l'électro-nucléaire de certaines branches mécaniques et de l'armement sophistiqué, augure cette tendance.

Le "dérèglement" de l'actuelle division internationale du travail (DIT) se reflète dans le discours officiel dans le terme de "redéploiement industriel", politique opposée par les pays capitalistes avancés à la revendication du Tiers-Monde d'un nouvel ordre économique international.

En dehors de ses connotations idéologiques, le "redéploiement" exprime la nécessité de procéder à une nouvelle organisation du système productif mondial. Cette politique dont le véhicule principal est l'Etat pose le problème du mode d'accumulation du capital dans le cadre de l'exacerbation de la concurrence internationale. R. BARRE, Premier Ministre Français, considérant le développement d'unités sidérurgiques autour du bassin méditerranéen propose d'organiser "une retraite ordonnée" de la sidérurgie française en vue de ne garder que le "noyau rentable" de celle-ci (1).

Dans le cas particulier de la sidérurgie le "redéploiement" a de fortes chances de ne rester qu'au niveau de déclarations d'intentions formulées à l'occasion de forums internationaux.

L'Etat se présente plutôt comme un frein à l'internationalisation de la branche. Il est en fait plus probable d'assister à un développement du protectionnisme dans le cadre d'une spécialisation relative par pays du "Nord".

(1) -L'Expansion Avril 1977.

La perspective d'installation d'unités sidérurgiques dans le "Sud" est subordonnée à d'une part, l'existence d'un marché local ou régional capable de constituer un débouché régulier et d'autre part, à l'existence de sources d'approvisionnements en matières premières.

Néanmoins, si "redéploiement" il y a, il sera très sélectif car lié à des considérations politiques. Dans ce sens, il ne s'agira ni d'un "New Deal" à l'échelle mondiale ni, pour reprendre l'image d'un haut responsable du MITI (Japon) " d'un grand frère qui laisse à son cadet ses vêtements devenus trop étroits pour lui". (1).

(1). " Le Japon en 1974" OCDE.